

Deux cents ans de classes moyennes en France (1789-2010)

Thierry Pech

DANS **L'ÉCONOMIE POLITIQUE** 2011/1 (N° 49), PAGES 69 À 97

ÉDITIONS **ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES**

ISSN 1293-6146

DOI 10.3917/leco.049.0069

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-l-economie-politique-2011-1-page-69.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Alternatives économiques.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Deux cents ans de classes moyennes en France (1789-2010)

Thierry Pech,

directeur de la rédaction d'*Alternatives Économiques*.

LES CLASSES MOYENNES SONT-ELLES, EN FRANCE, UNE ESPÈCE en voie de disparition ? Depuis une dizaine d'années, le bruit court de leur mort prochaine, et les livres ne manquent pas qui prononcent leur oraison funèbre. En réalité, leur acte de décès a été dressé à maintes reprises depuis deux cents ans : au milieu du XIX^e siècle déjà, elles sont déclarées condamnées par Marx ; dans les années 1930 encore, sous les effets de la crise, on annonce leur naufrage. Naturellement, les mêmes mots ne désignent pas les mêmes réalités à chaque époque, mais toujours il s'agit d'attirer l'attention sur le **malaise de ceux qui occupent les étages intermédiaires** de la société et qui, sans pouvoir revendiquer d'unité réellement définie, sont **censés former son centre de gravité**, son point d'équilibre.

Heureusement, le **thème des « nouvelles classes moyennes »** est presque aussi récurrent dans l'histoire que celui de leur dépérissement. La **bourgeoisie orléaniste de la Restauration** fut la nouvelle classe moyenne de son temps. Les **petits et moyens entrepreneurs de la deuxième moitié du XIX^e siècle**, puis les **« classes moyennes salariées »** des premières bureaucraties



**DANS LA SECONDE MOITIÉ DU XVIII^e SIÈCLE,
LES CLASSES MOYENNES ONT POUR FONCTION
D'OUVRIR LE CHEMIN DU PROGRÈS
AU RESTE DE LA SOCIÉTÉ, EN DÉBOULONNANT
L'ANCIENNE ARISTOCRATIE ET EN TIRANT
VERS LE HAUT LES CLASSES POPULAIRES.**

industrielles, suivies par les « nouvelles classes moyennes salariées » des Trente Glorieuses, tous ces groupes occupèrent tour à tour cette position.

L'analyse socio-économique se révèle toutefois incapable de cerner les contours de ces groupes successifs. L'impossibilité de les définir rigoureusement par la richesse ou par la place qu'ils occupent dans le système productif est d'ailleurs le troisième refrain lancinant de cette histoire. Mais ce que celle-ci montre en même temps à l'évidence, c'est que, même si l'on ne sait pas toujours très bien de qui l'on parle, on sait que l'on en a besoin pour stabiliser la démocratie. Autrement dit, l'idée de classes moyennes est tout à la fois sociale et politique ^[1]. Sociale : elle tente de caractériser

la condition et les représentations d'un groupe situé à peu près au centre de l'échelle des revenus et des qualifications. Politique : elle désigne un ensemble de valeurs et d'aspirations à la stabilité, à la cohésion et au progrès, sans lesquelles la cité risquerait, pense-t-on, de perdre l'équilibre.

C'est pourquoi retracer leur histoire revient à suivre simultanément le fil des transformations de la stratification sociale sous l'effet des mutations du capitalisme depuis deux cents ans, et le fil d'une discussion sur les conditions de stabilité du pacte démocratique. Ce deuxième élément est souvent absent des analyses récentes, qui n'éclairent de ce fait qu'imparfaitement le problème. En réalité, la question des classes moyennes se confond avec la quête d'équilibre de démocraties confrontées à de rapides transformations de la division du travail.

On se limitera ici au cas français. De ce point de vue, la première singularité de la société française depuis deux cents ans, c'est sans doute d'avoir toujours eu une classe moyenne relativement nombreuse. C'est d'ailleurs ce que lui envient longtemps, par comparaison, les observateurs de la société allemande du premier XIX^e siècle, qui voyaient dans l'absence de classes moyennes suffisamment abondantes et éduquées de l'autre côté du Rhin la cause des difficultés de leur pays à entrer dans la modernité politique. C'est aussi ce que suggéraient les comparaisons avec

[1] C'est l'idée centrale d'un excellent article de Klaus-Peter Sick [1993]. Un certain nombre de mes analyses doivent beaucoup à cette lecture, même si, remontant à la source de certaines références, je diverge parfois des interprétations de l'auteur. Cet article ainsi que les travaux plus anciens de Mechthild Fischer sur lesquels il s'appuie également (*Mittelstand als politischer Begriff in Frankreich seit der Französischen Revolution*, Cologne, Göttingen, 1974) peuvent servir de fil conducteur à une analyse de l'idée de classe moyenne sur longue période en France.

la société anglaise, réputée plus clivée entre riches et pauvres. Mais l'autre singularité des classes moyennes françaises, tout au long de cette histoire, est d'être restées attachées à de **puissantes distinctions sociales** et à d'importantes distances de classe. En ce sens, la société française est demeurée longtemps une société hiérarchique ou post-hiérarchique, une **société de classement où le centre est habité par le désir de devenir le « haut » et de se démarquer du « bas »**. C'est peut-être la clé du paradoxe national : un pays à la fois caractérisé par de fortes inégalités de statuts et très soucieux du sort de sa moyenne. Les statuts protègent en effet les petites différences et les fines distinctions des classes intermédiaires ; mais trop d'inégalité risque de déchirer ce tissu central qui forme le cœur de l'équilibre général.

Les classes moyennes et la Révolution

C'est dans la seconde moitié du XVIII^e siècle que s'impose l'idée de catégories intermédiaires raisonnables et vertueuses, détentrices d'un petit patrimoine et d'un bagage d'éducation moyen. Elles ont pour fonction d'ouvrir le chemin du progrès au reste de la société, d'abord en déboulonnant l'ancienne aristocratie, ensuite en tirant vers le haut les classes populaires. Cette « classe moyenne » désigne alors moins un groupe social, au sens moderne du terme, qu'un ensemble de valeurs (tempérance, sagesse, confiance dans le progrès...) et une mission politique (protéger la république des dérives oligarchiques ou démagogiques).

Ce rôle d'équilibrage avait été clairement pointé par Montesquieu dans *De l'esprit des lois* dès 1748 : « **Une république où les lois auront formé beaucoup de gens médiocres ^[2], composée de gens sages, se gouvernera sagement.** » Elle sera reprise sous la Révolution, notamment par les jacobins modérés réunis autour de la défense du suffrage censitaire. Pour eux, c'est « *dans la classe moyenne des fortunes* » qu'on trouvera les ressources de stabilité et de raison, ainsi que de richesse, pour équilibrer la république ^[3].

Cette conception des classes moyennes trouve sa source dans les traductions de la *Politique* d'Aristote qui circulent à l'époque. Appliquant à la définition de la cité parfaite les principes d'une morale du juste milieu, ce dernier considère que « *tout Etat renferme trois classes distinctes, les citoyens très riches, les citoyens très pauvres et les citoyens aisés, dont la position tient le milieu entre ces deux extrêmes* » (livre V, chap. IX). Si la classe moyenne,

[2] Au sens de la langue classique, c'est-à-dire « moyens ».

[3] Voir Antoine Barnave [1843, p. 272] : « *Il ne faut donc pas chercher la bonne représentation dans les deux extrêmes, mais dans la classe moyenne.* »



ou classe de l'« *aisance modeste* », est plus sage, c'est parce qu'elle « *sait en effet se plier plus aisément que toute autre aux ordres de la raison, qu'on écoute si difficilement quand on jouit de quelque avantage extraordinaire, en beauté, en force, en naissance, en richesse ; ou quand on souffre de quelque infériorité excessive, de pauvreté, de faiblesse et d'obscurité* ». En ce sens, la prépondérance de la classe moyenne constitue un rempart contre la tyrannie, fille naturelle de la tendance à l'oligarchie des riches ou de la propension à la démagogie des pauvres : « *Les Etats bien administrés sont ceux où la classe moyenne est plus nombreuse et plus puissante que les deux autres réunies, ou du moins que chacune d'elles séparément. [...] Partout où la fortune extrême est à côté de l'extrême indigence, ces deux excès amènent ou la démagogie absolue, ou l'oligarchie pure.* »

**POUR ARISTOTE, LES CLASSES MOYENNES
ONT CONSCIENCE DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL.**

**AU CONTRAIRE, « LES RICHES OU LES
PAUVRES, ÉTANT TOUJOURS ÉGALEMENT
ÉLOIGNÉS DU MOYEN TERME, NE S'EMPARANT
DU POUVOIR QUE POUR EUX SEULS ».**

Une classe moyenne nombreuse garantit à la cité un niveau d'égalité capable de lui assurer la paix en faisant taire la cupidité insatiable des uns et l'envie jalouse des autres :

« *Ce qu'il faut surtout à la cité, ce sont des êtres égaux et semblables, qualités qui se trouvent avant tout dans les situations moyennes.* » Après avoir souligné que les classes moyennes n'aiment guère les révolutions et l'instabilité, Aristote note qu'elles ont un dernier avantage : la conscience de l'intérêt général. C'est d'ailleurs de leur sein que seraient sortis, selon lui, les bons législateurs (Solon, Lycurgue, Charondas...). Au contraire, « *les riches ou les pauvres, étant toujours également éloignés du moyen terme, ne s'emparent du pouvoir que pour eux seuls* ».

Les révolutionnaires auront souvent en tête ce modèle d'une société idéale où la majorité ne possède ni trop ni trop peu et où le conflit s'en trouve diminué d'autant. Mais, sous la Révolution, accompagnant la montée en puissance d'une bourgeoisie qui revendique le pouvoir, la « classe moyenne » renvoie en outre à une mission historique de civilisation et de modernisation : en faisant régner la raison dans l'ordre social, elle doit ouvrir le chemin du progrès à tous. Autrement dit, elle doit devenir le moteur de l'histoire. C'est pourquoi il faut lui confier le pouvoir. Cette mission apparaît clairement dans les discussions sur le cens électoral. Si cette institution réserve le droit de vote à ceux

qui ont quelque moyen, elle leur donne aussi mission de garantir la mobilité sociale et de permettre aux couches populaires de les rejoindre le moment venu dans la civilisation et les lumières. Sont ainsi conjurés à la fois la peur traditionnelle qu'inspirent à la bourgeoisie des gens sans éducation ni propriété et qui risquent de faire le lit de gouvernements démagogiques, et le reproche d'exclusion d'une grande partie du peuple du cercle de la représentation.

Cette tradition de pensée aura la vie longue. On en trouve encore d'importants témoignages dans la compréhension contemporaine des classes moyennes. On est d'ailleurs sans doute moins sensible à ce qu'elle ignore ou dissimule, c'est-à-dire la possibilité de voir ces catégories intermédiaires se tenir à bonne distance des classes populaires, voire de se retourner contre elles pour que soient pris en compte leurs intérêts propres.

La classe moyenne orléaniste et le suffrage

C'est en tout cas cette idée d'une classe du juste milieu que l'on retrouve à l'œuvre dans les discours orléanistes sous la Restauration et dans les décennies qui suivent. Pour Guizot, la classe moyenne est bel et bien le moteur de l'histoire. Elle s'affirme même comme l'une des notions centrales du libéralisme individualiste du pouvoir de l'époque. Edouard Alletz, l'un des historiens de cette période, cherche à théoriser ce régime censitaire sous le nom de « démocratie nouvelle » ou de « polycratie ». Le gouvernement idéal des classes moyennes procède selon lui « d'une monarchie sans noblesse, [...] d'une démocratie réglée, qui appelle les plus sages et les plus habiles au maniement des affaires ; qui place la souveraineté dans la raison, l'égalité dans la protection de la loi, plutôt que dans le droit de la faire, et au lieu de sanctionner l'infailibilité des décisions populaires, élève la qualité plus haut que la quantité, et l'intelligence au-dessus du nombre ». Bref, ces classes moyennes, « filles de la science et du travail », ont vocation à régner sur le monde et à veiller au progrès [Alletz, 1837].

Mais elles vont se trouver de plus en plus associées à l'image d'une bourgeoisie enrichie, devenue dominante et à laquelle on n'accède que difficilement. Rattrapées en quelque sorte par une lecture plus sociologique et moins politique de la démocratie, ces classes moyennes ressemblent fort à une nouvelle élite simplement dépouillée des oripeaux de l'ancienne aristocratie. En



réalité, cette classe moyenne qui combine une puissante éthique du travail et une formidable assiduité à l'épargne, et qui nourrit les ambitions les plus hautes, est en train de devenir... la classe supérieure ! La critique sociale la plus impitoyable en a été fixée par Balzac sous les traits de Rastignac, dont les rêves de dandy à cabriolet s'épuiseront dans un cynisme mondain très éloigné des idéaux de tempérance et de frugalité du juste milieu. Si l'on garde à l'esprit que cette notion de classe, à l'époque, renvoie au moins autant à la mesure d'une influence politique qu'à une condition socio-économique objective, force est de constater que la classe moyenne de Guizot n'a plus guère de rivaux dans la société : le clergé et la noblesse ne forment plus des corps politiques à proprement parler, et ceux qui ne possèdent rien sont de fait exclus du suffrage.

Car, loin d'avoir ouvert le chemin du progrès et des lumières aux couches populaires, la classe moyenne apparaît comme ayant confisqué le pouvoir. L'accomplissement de l'égalité politique passera désormais, pour les républicains, par l'institution du suffrage universel. Les luttes dans ce sens devront d'ailleurs affronter l'argument avancé par Montesquieu et bien d'autres : confier le droit de vote aux couches populaires, c'est prendre le risque de déporter le centre d'action politique vers un peuple peu éduqué et enclin à suivre ses émotions, etc., et de se priver des vertus de modération de la classe moyenne telle que la concevaient les orléanistes.

**POUR MARX, L'ENTERREMENT DES CLASSES
MOYENNES EST PROGRAMMÉ PAR LA LOGIQUE
DE DÉVELOPPEMENT DU CAPITALISME :
ELLES NE POURRONT PAS SURVIVRE À LA
CONCENTRATION DE LA GRANDE INDUSTRIE
ET AUX COALITIONS FINANCIÈRES.**

Bref, il faut à la fois enrichir la notion d'un contenu sociologique plus fin et actualisé, d'autant que les transformations de la société industrielle imposeront rapidement un renouvellement des cadres de description du social, et relancer la dynamique démocratique pour que puissent s'accomplir les promesses de la Révolution.

Du côté de l'appréhension sociologique, beaucoup d'auteurs commencent à identifier une nouvelle stratification sociale à trois branches : la bourgeoisie, le peuple et, entre les deux, des classes moyennes composées pour l'essentiel d'indépendants et de petits et moyens entrepreneurs du commerce, de l'artisanat

et des professions libérales, ainsi que de gros paysans propriétaires. Mais cette classe moyenne est moins une classe du juste milieu qu'une classe de l'entre-deux, hétérogène et bâtarde. S'agit-il réellement d'une classe ? Cette question va rester au cœur des inquiétudes jusqu'à nos jours.

Du côté politique, les républicains considèrent volontiers non seulement que le suffrage universel réalisera enfin la véritable égalité politique, mais aussi qu'il abolira du même coup la notion même de classe. Pour un Gambetta, très représentatif de la philosophie républicaine, le suffrage universel s'identifiera à une forme d'universalisme abstrait transcendant les intérêts et les divisions sociales : « *Comment ne voyez-vous pas qu'avec le suffrage universel [...] vous avez là un moyen de terminer pacifiquement tous les conflits, de dénouer toutes les crises, et que, si le suffrage universel fonctionne dans la plénitude de sa souveraineté, il n'y a plus de révolution possible [...]* ? » ^[4]. Cette vision républicaine du suffrage tiendra longtemps une partie de la sociologie française éloignée d'une compréhension de la société à travers les classes sociales et leurs luttes.

[4] Discours au cirque du Château-d'Eau, 9 oct. 1877, cité par Pierre Rosanvallon [2001, p. 446].

La prophétie de Marx

Marx ne l'entend pas de cette oreille. Pour lui, non seulement les classes ne sont pas appelées à disparaître avec l'institution du suffrage universel (car elles sont d'abord, à ses yeux, le fruit d'une organisation économique), mais ce n'est pas aux classes moyennes qu'il faut confier la centralité historique, car elles sont incapables d'une politique autonome. C'est la classe ouvrière qui doit jouer ce rôle et prendre le pouvoir. D'ailleurs, le mouvement de modernisation économique conduira inéluctablement, selon lui, à la disparition de la « *petite bourgeoisie* » (il préfère ce vocabulaire à celui de « classes moyennes »). Ces catégories intermédiaires coincées entre le prolétariat et la classe capitaliste des possédants, catégories qu'il identifie à la petite bourgeoisie indépendante du commerce, de l'artisanat et des professions libérales, tomberont nécessairement d'un côté ou de l'autre, et pour l'essentiel du côté du prolétariat. L'enterrement des classes moyennes est non seulement annoncé mais programmé par la logique de développement du capitalisme : elles ne pourront pas survivre à la concentration de la grande industrie, au règne de la machine, au développement des grands magasins et aux coalitions financières. La dynamique de cette histoire doit conduire immanquablement au face-à-face d'une classe capitaliste et



[5] Jaurès n'oublie pas la « classe moyenne des producteurs ruraux », eux aussi victimes du capitalisme depuis que la terre elle-même est entrée dans la danse de la spéculation et d'exigences de rendements déraisonnables. Il n'oublie pas non plus l'« élite scientifique » de la classe moyenne et notamment ses ingénieurs, que l'appât du gain a détournés de leurs véritables rêves : mettre la science au service de la libération et de la fraternité sociale.

d'une classe de non-possédants, dont la force de travail est exploitée par les premiers.

Jaurès porte lui aussi cette vision des choses. En témoignent deux contributions à *La Dépêche* livrées les 10 et 17 mars 1889 (« *Le capitalisme et la classe moyenne* » et « *La classe moyenne et la question sociale* »). Pour lui, le capitalisme tend obstinément à réduire la classe moyenne à la condition du prolétariat : « *Le mouvement social dans notre siècle pourrait se résumer ainsi : abaissement continu du prolétariat, écrasement continu de la classe moyenne par la classe capitaliste.* » Les moyens de cet écrasement sont le développement des grands magasins contre le petit commerce, de la grande industrie et de la machine contre la petite industrie, des syndicats financiers et des coalitions de capitaux contre une bourgeoisie laborieuse qui ne peut faire front [5].

Sa conclusion est dans le droit fil de la prophétie de Marx : « *Avant un demi-siècle, la classe moyenne sera délogée de ses derniers retranchements et refoulée en masse vers le salariat.* »

Où il y a des petits commerçants, il n'y aura plus que « *de simples employés dans d'immenses organisations commerciales alimentées par d'énormes capitaux* ». Ils y seront « *ou caissiers, ou comptables, ou voyageurs, ou inspecteurs, ou chefs de rayon, ou commis* ». La seule chance d'échapper à ce destin pour cette « *bourgeoisie laborieuse* »,

c'est alors d'unir ses forces à celles du peuple : « *De même qu'en 1789 le peuple et la bourgeoisie se trouvèrent unis pour abolir les privilèges nobiliaires et les abus féodaux, de même, à la veille de 1889, le peuple et la bourgeoisie laborieuse doivent s'unir pour abolir les privilèges et les abus capitalistes.* »

CONTRAIREMENT À CE QU'AVAIT PRONOSTIQUÉ MARX, LE CAPITALISME LAISSE UNE PLACE À DES CLASSES MOYENNES NOUVELLES, QUI PRENNENT EN CHARGE DES FONCTIONS D'ENCADREMENT, DE CONTRÔLE OU D'ADMINISTRATION.

Cette tradition de pensée aura la vie dure. On peut encore lire en 1924, dans le *Grand dictionnaire socialiste* de Compère-Morel, cette définition des classes moyennes : « *Classe de citoyens qui ne sont pas encore tombés dans le prolétariat, possédant encore quelques moyens d'existence et appartenant très souvent, dans les villes, au monde du commerce, des artisans, ou exerçant dans les professions libérales, et dans les campagnes, à la catégorie*

des paysans aisés. Ils sentent moins directement que le prolétariat la puissance du capital [...]. Les classes moyennes supérieures détiennent une grande part de notre intelligence scientifique, technique, journalistique et littéraire, et fournissent le contingent moyen de nos fonctionnaires publics et privés »^[6].

C'est assez dire que, du point de vue des marxistes orthodoxes, les classes moyennes passent pour une catégorie, ou plus exactement un ensemble de catégories résiduelles promises au naufrage en tant que telles.

La réponse à Marx

Partout en Europe, à la fin du XIX^e siècle, la prophétie marxiste est prise très au sérieux. Mais c'est en Allemagne même qu'est élaborée la réponse la plus structurée, avant d'être diffusée en France. Les travaux de l'Ecole historique de l'économie nationale (Sombart, Schmoller, Bücher...) et les avancées de la science statistique outre-Rhin orientent la réflexion sur les classes moyennes vers un chemin différent. Ils vont établir une distinction importante entre « classes moyennes indépendantes » (ou « anciennes classes moyennes ») et « classes moyennes dépendantes » (ou « nouvelles classes moyennes », ou encore « classes moyennes salariées »).

Cette affaire est un curieux chassé-croisé de l'histoire intellectuelle et politique européenne. Longtemps, les savants allemands se sont plaints que, contrairement à la France, l'Allemagne n'eût pas assez de classes moyennes pour entrer dans la modernité politique, économique et sociale ; Moser, Sombart et plus tard Mannheim se font l'écho de ce « rachitisme » des couches intermédiaires allemandes dans la première moitié du XIX^e siècle^[7]. Mais à la fin du siècle, non seulement l'Allemagne possède des classes moyennes croissantes et dynamiques, mais c'est elle qui en donne la meilleure lecture au reste de l'Europe.

Contrairement à ce qu'avait pronostiqué Marx, le capitalisme laisse en effet une place à des classes moyennes nouvelles, qui ne se caractérisent plus par l'indépendance et la propriété privée, mais parviennent à des niveaux de revenu corrects et réussissent à faire valoir leur bagage technique ou intellectuel, de sorte qu'elles échappent au simple travail d'exécution ou au travail manuel sur la matière pour prendre en charge des fonctions d'encadrement, de contrôle ou d'administration^[8]. Le

[6] Nous soulignons.
Cité par Bruno Groppo
[1989, p. 55].

[7] Cf. K. F. Moser :
« Nous fait défaut cette
puissance intermédiaire
où Montesquieu voit même
le soutien d'une monarchie
solide et la garantie que
cette dernière ne dégénère
pas par déliquescence
ou en se transformant
en régime despotique :
le tiers état »
[cité in Mannheim, 2009].

[8] Sur ce point, voir Louis
Chauvel [2006, p. 38 sqq.].



développement de la société industrielle s'accompagne d'une division du travail de plus en plus sophistiquée et d'un mouvement de spécialisation qui favorise la différenciation sociale à l'abri de grandes bureaucraties publiques et privées. Dès lors, non seulement le scénario marxiste d'une nécessaire réduction de la société à deux classes antagonistes ne tient plus, mais les nouvelles classes moyennes vont devoir cohabiter avec les anciennes, les salariées avec les indépendantes, les techniciens avec les petits commerçants.

En France, des analyses comparables se font jour. Les réflexions de l'économiste libéral Paul Leroy-Beaulieu tiennent ici une place importante. Ce dernier ne conteste pas l'argument marxiste selon lequel le mouvement de concentration qui caractérise le capitalisme va tordre le cou aux indépendants et à l'entreprise individuelle. Ce mouvement ne lui est d'ailleurs pas entièrement sympathique : s'il ne pleure pas sur la disparition progressive des intermédiaires indépendants du commerce, il déplore volontiers les formes que prend le phénomène dans le domaine des grandes sociétés bancaires qui, « par les succursales, sortes de tentacules ou de suçoirs, qu'elles établissent dans toutes les villes de province, arrivent [...] à presque supprimer les banquiers individuels » [1881, chap. XII].

L'association de capitaux sous la forme, alors encore récente (1867), de la société anonyme est une arme de guerre fatale contre le « patron individuel » : « L'industrie presque sous toutes ses formes, le commerce aussi presque à tous ses degrés, deviennent la proie ou la pâture de l'association de capitaux. Il n'existe pour ainsi dire plus de houillères, de hauts-fourneaux ou d'ateliers de construction qui appartiennent à des industriels individuels [...]. L'association de capitaux est la vaste mer où viennent s'engloutir et se confondre, après plus ou moins de détours et de parcours indépendants, toutes les grandes entreprises individuelles. »

Plus largement, le mouvement de concentration du capitalisme se caractérise à ses yeux par l'élimination des intermédiaires jugés inutiles. Ce qui est une difficulté pour les classes moyennes : « Cette élimination des intermédiaires est néanmoins défavorable à la formation et à l'élévation de la bourgeoisie, au recrutement de la classe moyenne ; ce ne sont pas seulement, en effet, les petits commerçants au détail qui sont menacés, les

commerçants en gros ou en demi-gros le sont presque autant parce qu'ils ont pour clients les premiers. Les grands magasins n'ont que faire d'intermédiaires entre eux et les fabricants, ils peuvent s'en passer, et de plus en plus ils s'en passeront. Nous voyons ainsi se fermer peu à peu plusieurs des voies qui permettaient à la bourgeoisie d'arriver à de rapides fortunes » [cité in Sick, 1993].

Mais cette concentration rend, aux yeux de Leroy-Beaulieu, *« beaucoup plus de services qu'elle ne porte de préjudice » : « peut-être enlève-t-elle quelque chose à la stabilité sociale mais elle ajoute beaucoup à la prospérité publique »*. Surtout, elle s'accompagne selon lui d'une organisation de plus en plus bureaucratique et administrative de la société moderne où les classes moyennes peuvent retrouver leur place (on rejoint ici un thème qui habitera bientôt la sociologie de Max Weber) : *« L'industrie concentrée et toutes les installations mécaniques créent une quantité de places bureaucratiques qui n'existaient pas autrefois, de sorte que l'on peut dire que la gradation sociale n'en est pas fâcheusement altérée et que la classe moyenne, soit inférieure, soit supérieure, [...] ne se trouve guère diminuée par la concentration industrielle. Elle devient seulement un peu plus bureaucratique, ce qui peut la soumettre à certains assujettissements matériels, mais ce qui n'enlève rien à son indépendance d'esprit. »*

**POUR PAUL LEROY-BEAULIEU,
LE MOUVEMENT DE CONCENTRATION
DU CAPITALISME S'ACCOMPAGNE
D'UNE ORGANISATION DE PLUS EN PLUS
BUREAUCRATIQUE ET ADMINISTRATIVE
DE LA SOCIÉTÉ MODERNE OÙ LES CLASSES
MOYENNES PEUVENT RETROUVER LEUR PLACE.**

Ces transformations sont naturellement beaucoup plus progressives que ne le suggère ce rapide résumé. En réalité, l'ancien va longtemps cohabiter avec le nouveau. Au total, on entre dans une période de transition où le système des classes moyennes, loin de périr, tend plutôt à se complexifier. Louis Chauvel en a proposé une typologie très éclairante structurée autour de deux grands axes qu'il reprend des travaux de Gustav Schmoller [Schmoller, 1897] : un *axe classique supérieur-inférieur* qui permet d'évaluer les classes moyennes sur une échelle très ouverte qui va des employés qualifiés tout en bas aux professions libérales tout en haut ; et un *axe ancien-nouveau* qui distingue entre les classes moyennes disposant surtout de ressources économiques (ou patrimoniales) et les classes moyennes disposant surtout de ressources culturelles [Chauvel, 2006, p. 40].



Il repère ainsi quatre grands groupes : les « anciennes classes moyennes inférieures » (artisans et commerçants modestes), les « anciennes classes moyennes supérieures » (chefs d'entreprises petites et moyennes, commerçants et artisans employeurs, bourgeoisie possédante), les « nouvelles classes moyennes intermédiaires » (employés, bureaucrates et techniciens disposant d'une autonomie dans leur travail) et les « nouvelles classes moyennes supérieures » (hauts fonctionnaires, enseignants du supérieur, ingénieurs).

Les éléments structurants de cette typologie se mettent en place à la toute fin du XIX^e siècle et au tout début du XX^e siècle, mais ils organiseront encore longtemps la description des transformations de la stratification sociale dans ses étages intermédiaires. La dynamique de substitution progressive du nouveau à l'ancien, c'est-à-dire des ressources culturelles et du « capital humain » aux ressources patrimoniales et de la dépendance salariale à l'indépendance entrepreneuriale, offrira un nouvel horizon à tous ceux qui veulent croire qu'en dépit des mutations du capitalisme, les classes moyennes peuvent continuer à jouer un rôle stabilisateur et à œuvrer au progrès social général, conformément à la mission politique qui leur avait été confiée par la Révolution.

Panique dans les classes moyennes

Au début du XX^e siècle, ce messianisme des classes moyennes n'a pourtant rien d'évident. On voit se constituer, sur le modèle du mouvement ouvrier mais aussi en partie contre lui, des associations de défense des classes moyennes pour elles-mêmes. Ainsi apparaît en France en 1908 l'Association de défense des classes moyennes, dont le but avoué est de jeter les bases d'un syndicalisme bourgeois. Cette association est la fille naturelle de l'Association d'études fiscales et sociales, fondée en 1907 en réaction au projet d'impôt sur le revenu déposé par Caillaux la même année.

Si le projet d'impôt sur le revenu de Caillaux tient une place aussi centrale dans la formation du premier mouvement de classes moyennes, c'est parce qu'il est l'occasion de définir et de voir s'affronter publiquement des catégories sociales et des coalitions d'intérêts, comme le montre Nicolas Delalande^[9]. Le débat parlementaire sur l'impôt est un débat de la société sur elle-même et sur la forme des inégalités de revenus qui en

[9] Sur tous ces débats, l'ouvrage de Nicolas Delalande, *Les Batailles de l'impôt* (2011) est une excellente source. Les développements qui suivent s'en inspirent.

définissent les clivages. Ne serait-ce que pour appréhender le poids de l'impôt sur sa situation personnelle, il faut que chacun puisse identifier sa position dans la hiérarchie des revenus. Ce sont donc des représentations de la société qui s'affrontent alors dans l'espace public.

Pour schématiser, on peut les rapporter à deux catégories : ceux qui défendent la proposition de Caillaux se situent en général dans une opposition entre riches et pauvres ; ceux qui la dénoncent font valoir un troisième terme, à leurs yeux majoritaire, celui des classes moyennes. Au-delà des emportements de la polémique, il s'agit de savoir si la France est un pays très inégalitaire ou au contraire un pays plutôt égalitaire à qui la masse des classes moyennes assure une certaine homogénéité et un minimum de continuité et d'équilibre. Dans le premier cas, l'impôt sur le revenu se justifie, car il garantit une plus grande cohésion en compensant des écarts de fortune excessifs : c'est la situation de la Grande-Bretagne qui est alors mise en avant, pays jugé très inégalitaire et qui dispose assez logiquement d'un tel impôt (*income tax*). Dans le second cas, en revanche, l'impôt sur le revenu risque de mettre à mal les classes moyennes et, du même coup, de fragiliser l'équilibre social.

LE DÉBAT PARLEMENTAIRE SUR L'IMPÔT EST UN DÉBAT SUR LES INÉGALITÉS. POUR APPRÉHENDER LE POIDS DE L'IMPÔT SUR SA SITUATION PERSONNELLE, IL FAUT QUE CHACUN PUISSE IDENTIFIER SA POSITION DANS LA HIÉRARCHIE DES REVENUS.

Les mouvements de classe moyenne qui se dessinent alors considèrent bien évidemment que la France est peu inégalitaire relativement à ses voisins, qu'elle compte d'ailleurs peu de très grandes fortunes, et que la propriété (mobilière et immobilière) y est tellement dispersée que l'on peut parler d'une « immense démocratie financière ». Ces gens qui possèdent un petit patrimoine ne sont ni des ouvriers ni de grands bourgeois, et ils doivent être protégés d'une pression fiscale excessive qui risquerait de briser l'harmonie de cette terre de tempérance sociale. Cet imaginaire contraste à la fois avec les prophéties marxistes de la concentration du capital et avec l'idée que l'entreprise individuelle ou familiale aura bientôt vécu. Pour échapper à l'affrontement binaire de la classe ouvrière et de la classe capitaliste, il importe donc de faire vivre ce troisième regard sur la société française. Aussi ceux qui veulent défendre les classes moyennes



doivent-ils leur donner une existence politique, si indistinctes et hétérogènes soient-elles en pratique.

Ces premiers mouvements de classes moyennes, qui aboutiront à la création de la Confédération générale des syndicats de classes moyennes (CGCM), ne disposent certes pas de l'assise sociologique objective du mouvement ouvrier. Mais leur philosophie de défense sociale tente de réunir les différents segments qui les composent dans une volonté et une politique communes, avec des moyens d'influence incontestables.

Liée aux transformations de la société industrielle, la structuration rapide des milieux associatifs et syndicaux s'accompagne d'une multiplication des syndicats et associations professionnelles du commerce, de l'artisanat et de l'industrie. Certains se prennent même à croire que l'individualisme traditionnel de la petite bourgeoisie appartient désormais au passé : « *Le Français des classes moyennes, nanti de biens ou d'espérances, était réfractaire à l'association ; le même Français menacé dans les conditions de sa survie, finit par se liguier [...]. Il faut se défendre, rédiger des cahiers, déléguer auprès des pouvoirs publics des représentants [...]. Événement qui bouleverse le jeu des forces sociales puisqu'il substitue à l'état tampon constitué jadis par les classes moyennes [...] un conglomerat de groupements revendicateurs* » ^[10].

Après la Première Guerre mondiale, la crise économique et en particulier l'inflation se chargeront d'aiguiser les revendications des classes moyennes, soumises à de très rudes épreuves aussi bien en Allemagne qu'en France. Il ne se sera finalement écoulé qu'une trentaine d'années entre la découverte de ces « nouvelles classes moyennes » et le diagnostic de leur fiasco. Les superlatifs ne manquent pas alors pour exprimer leur malheur : Charles Brun parle de la « *grande pitié des classes moyennes* », Maurice Lair du « *péril des classes moyennes* » et, de l'autre côté du Rhin, Theodor Geiger évoque pour sa part la « *panique des classes moyennes* ». Les catégories intermédiaires dépendantes de la relation salariale n'ont aucune autre accumulation primitive que leur bagage de formation et leur maigre épargne ; confrontées à une conjoncture particulièrement sévère, elles révèlent leur fragilité. « *« Je souffre donc je suis », telle pourrait être aujourd'hui la devise de nos classes moyennes broyées dans leur dignité, leur goût de l'épargne et leur optimisme foncier, par un bouleverse-*

[10] Pierre Frédéric, *État des forces en France*, Paris, Gallimard, 1935, p. 75, cité in Sick [1993].

ment social issu de l'après-guerre et qui aura modifié la société française traditionnelle aussi profondément que les invasions des Barbares » ^[11].

Non seulement les classes moyennes ne font plus nécessairement système avec les classes populaires, mais les difficultés pourraient les pousser à soutenir des régimes hostiles à la démocratie parlementaire. C'est l'inquiétude qui anime de nombreux observateurs de la scène européenne devant la montée des fascismes italien d'abord, et allemand ensuite. Dans les deux cas, il n'échappe à personne que ces mouvements recrutent leurs cadres et trouvent leur base sociale dans la petite bourgeoisie. Le national-socialisme, en particulier, montre comment les classes moyennes peuvent se retourner contre les fins qui leur avaient été assignées depuis plus de cent ans : stabiliser la démocratie, soutenir le parlementarisme, répandre la raison et la prudence dans le corps social, s'affirmer comme une classe d'éclaireurs sur le chemin du progrès... Erich Fromm a pu souligner que ce sont les fils de ces milieux où se côtoyaient nouvelles classes moyennes et petite bourgeoisie, qui allèrent les premiers grossir les rangs du parti national-socialiste, lequel s'imposa rapidement comme le « parti de la jeunesse ». Et il fut peut-être le premier, dans *La Peur de la liberté*, à caractériser les origines de cette sombre généalogie : le ressentiment social des parents. « *La génération la plus âgée des petites classes moyennes, écrit-il, devint plus amère et plus pleine de ressentiment, mais dans un sens passif ; tandis que la plus jeune génération fut conduite à l'action* » [cité in Zawadski, 2002]. Pour l'auteur de *La Peur de la liberté*, le parcours de ces petites classes moyennes et de la petite bourgeoisie avec laquelle elles voisinaient est bel et bien au cœur de la « psychologie du nazisme ». Leur humiliation, leurs frustrations et leur esprit de revanche sont l'un des socles sur lesquels le fascisme a pu s'appuyer pour prendre le pouvoir et le conserver.

[11] J. Artur, « Le sort des classes moyennes dans l'état social actuel », *Revue internationale de sociologie*, 1929, p. 401-410, cité in Sick [1993].

NON SEULEMENT LES CLASSES MOYENNES NE FONT PLUS NÉCESSAIREMENT SYSTÈME AVEC LES CLASSES POPULAIRES, MAIS LES DIFFICULTÉS POURRAIENT LES POUSSER À SOUTENIR DES RÉGIMES HOSTILES À LA DÉMOCRATIE PARLEMENTAIRE.

La bataille politique des classes moyennes dans les années 1930

Devant ces menaces, beaucoup concluent que le camp progressiste doit inventer une véritable « politique des classes moyennes ». Ce



débat va traverser notamment le socialisme. Autour d'Eduard Bernstein, les révisionnistes sociaux-démocrates avaient déjà épousé l'idée que les nouvelles classes moyennes ne sont pas vouées à une prolétarianisation prochaine. Ils considèrent que le capitalisme ne cesse d'alimenter le mouvement de différenciation sociale et de spécialisation.

En France, les débats autour du néo-socialisme prennent clairement acte de la situation pour justifier un virage doctrinal et stratégique : « *Tenant compte de la structure sociale de la France, et instruits sans doute aussi du danger de certains mots d'ordre par l'appoint considérable qu'en Italie et en Allemagne ont apporté aux dictatures des classes moyennes, [...] les néo-socialistes ont nettement renoncé à la doctrine et à la tactique du socialisme prolétarien. [...] Les intérêts qu'ils entendent prendre en charge et auxquels ils font appel ne sont donc plus seulement ceux des "prolétaires" [...]. Ce sont ceux de toutes les classes laborieuses, ceux des classes moyennes* » ^[12].

On ne peut pas mieux dire qu'il s'agit de bâtir une politique des classes moyennes de gauche, sur la base d'une nouvelle alliance (dont les contours restent à définir) avec les couches populaires. Le premier gouvernement du Front populaire en a également conscience. Le mouvement de grève qui a débouché sur la semaine de 40 heures, l'instauration des congés payés et de substantielles augmentations de salaire pour les plus démunis a aiguisé, comme au moment du projet d'impôt sur le revenu de Caillaux, des demandes de compensation dans les classes moyennes.

La question de l'alliance avec les classes moyennes est alors la mère de toutes les batailles dans la plupart des partis politiques de l'époque, y compris aux extrêmes. Il apparaît que, sans elles, aucune majorité n'est possible. Pour le Front populaire de Léon Blum, le problème est alors de concevoir la représentation organisée de sous-groupes hétérogènes. La stratégie consistera notamment à favoriser leur organisation socioprofessionnelle de manière à les intégrer pleinement au dialogue social et à ce que Maxime Leroy appelait la « *démocratie des producteurs* ». Le moyen de cette stratégie passe par un virage néo-corporatiste et la socialisation du droit contre les traditions libérales et individualistes qui inspiraient le jacobinisme français ^[13] : extension de la convention collective, changement des statuts du Conseil

[12] Edmond Laskine, « La crise socialiste et le "néo-socialisme" », *Revue d'économie politique*, n° 48, 1934, p. 62-63, cité in Groppo [1989].

[13] Sur l'histoire du jacobinisme français et la société civile, voir Pierre Rosanvallon [2004].

national économique, etc. On va chercher à inventer les classes moyennes par le droit social après avoir tenté de les inventer par la politique !

L'hétérogénéité des classes moyennes continue cependant de faire problème, et les tentatives sociologiques pour situer leur centre de gravité de buter contre des difficultés majeures. Maurice Halbwachs apporte cependant, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, une contribution significative à cette discussion, dans deux textes assez proches [Halbwachs, 1938 et 1939]. Reprenant la distinction désormais classique entre classes moyennes indépendantes et classes moyennes salariées, il met l'accent sur deux caractéristiques à ses yeux décisives pour comprendre les secondes : la technique et les qualités personnelles. Ce qui unit clairement, selon lui, le groupe des employés et celui des fonctionnaires, c'est d'abord la mise en valeur d'une compétence technique, la connaissance de règles relativement fixes et la capacité d'œuvrer à leur application ou de les faire exécuter par d'autres.

POUR HALBWACHS, EMPLOYÉS ET FONCTIONNAIRES SE DISTINGUENT DES OUVRIERS ET DU MONDE DU TRAVAIL MANUEL PAR LE FAIT QU'ILS APPLIQUENT CES RÈGLES NON À LA MATIÈRE, MAIS À D'AUTRES HOMMES.

Mais la seconde caractéristique est plus originale : pour Halbwachs, employés et fonctionnaires se distinguent des ouvriers et du monde du travail manuel par le fait qu'ils appliquent ces règles non à la matière, mais à d'autres hommes. Ils exercent des missions caractérisées par la centralité des relations humaines (avec des clients, des usagers, des fournisseurs, etc.). Cet aspect relationnel spécifie également la nature de leurs relations d'emploi (singulièrement pour les employés) : les entreprises doivent « se les attacher » parce que de leur zèle et de leur motivation dépend l'exécution des décisions de la direction (Maurice Halbwachs n'utilisent pas le terme de « cadre », mais la notion affleure clairement ici). Contrairement aux ouvriers, dont on rémunère la quantité de travail, les employés sont rémunérés pour leurs qualités personnelles d'engagement, de dévouement, de savoir-faire, de fidélité et de probité (Halbwachs fait observer à ce sujet qu'il est plus difficile de contrôler leur travail que celui des ouvriers). Si le travail ouvrier se déploie dans l'ordre d'une généralité substituable (la force de travail comme quantité neutre), celui des employés investit le domaine de la particula-



rité (la combinaison d'un talent relationnel et d'une compétence technique). En dépit du rapport de travail salarié qui impose une subordination, Halbwachs aperçoit ici un espace d'individualisation qui prendra une dimension de plus en plus décisive à mesure que progressera la tertiarisation de l'économie dans les décennies suivantes.

Mais les réflexions de Maurice Halbwachs n'en viennent pas à considérer que ces points communs conduisent à donner suffisamment d'unité aux classes moyennes pour les doter d'une véritable conscience de classe et d'une autonomie d'action politique. Elles sont toujours prises entre deux pôles : le monde bourgeois, auquel elles n'accèdent pas, et le monde ouvrier, dont elles se rapprochent par la condition quand tout va mal mais dont elles cherchent en même temps à se différencier. Il note également que ces catégories sont particulièrement sensibles aux variations de la conjoncture économique et reconnaît que la crise les a très violemment frappées, à tel point qu'en Allemagne on a même évoqué leur complète disparition. Cette fragilité politique des classes moyennes associée à leur fragilité économique est le sentiment dominant de l'époque.

Comment concilier ce défaut d'unité des classes moyennes, l'affirmation croissante d'une politique des classes moyennes et le développement laborieux mais réel de leur représentation socioprofessionnelle ? C'est sans doute Raymond Aron qui a apporté la réponse la plus convaincante en 1939 : « *L'hétérogénéité des classes moyennes souffre difficilement une unité autre que partielle et abstraite* », constate-t-il avec lucidité. Toutefois, certaines circonstances peuvent les fédérer idéologiquement : « *une situation analogue entre [ces] classes opposées suffit parfois à faire naître une certaine solidarité. En ce sens, la classe moyenne existerait dans la mesure où elle se découvrirait une volonté une. Et dans cette mesure même, l'usage du terme serait parfaitement justifié. L'idéologie de la classe moyenne créerait l'unité* » [Aron, 1939, p. 25].

Dans le contexte de l'époque, la crise des classes moyennes, mises à rude épreuve par la crise économique, suggère que c'est dans l'adversité qu'elles se découvrent une communauté de destin et qu'elles manifestent leur existence sociale et politique. C'est aussi là qu'elles risquent de tourner le dos aux classes populaires.



C'est ce que note quelques années plus tard Marc Bloch dans *L'Etrange Défaite*. Bien qu'il n'use pas de l'expression « classes moyennes », ou marginalement, sa « bourgeoisie » en tient lieu, ou du moins pointe les couches les plus aisées et les plus indépendantes de cet ensemble. Il revient sur les conséquences pour ce milieu de la crise économique des années 1930 : « Les révolutions économiques, qu'on attribuait à la dernière catastrophe mondiale et qui n'en venaient pas toutes, sapaient la quiète stabilité des fortunes. Jadis ressource presque unique de beaucoup de familles, ultime espoir de tant d'autres, qui en étaient encore aux premières pentes du succès, la rente fondait entre des mains étonnées » [Bloch, 1946, p. 102]. Ces avanies sont interprétées comme l'effet d'une double pression, celle des classes populaires par le bas et celle des transformations du capitalisme par le haut : « La résistance du salariat faisait bloc contre toute pression sur les rémunérations ouvrières, amenuisant, à chaque crise, le profit patronal, avec les dividendes. L'expansion de l'industrie, dans les pays neufs, et les progrès de leur autarcie vouaient à une anémie croissante les capitalismes européens et français » [ibid.].

Cette bourgeoisie qui avait su, un temps, faire alliance avec l'électorat populaire pour « éliminer, en partie, des grands postes de l'Etat, [ses] vieux adversaires de la très haute bourgeoisie ou de la noblesse » [ibid.], allait donc se retourner contre lui en même temps qu'elle ferait le procès des nouvelles forces de marché. Marc Bloch analyse ici très finement les ressorts d'une psychologie de crise propre aux classes moyennes. La « tragédie économique » favorise alors, chez le bourgeois, un « sentiment d'inégalité retournée », écrit-il : « Contraint à payer de sa personne, chaque jour plus durement, le bourgeois crut s'apercevoir que les masses populaires, dont le labeur était la source profonde de ses gains, travaillaient au contraire moins que par le passé – ce qui était vrai – et même moins que lui-même – ce qui n'était peut-être pas aussi exact –, en tout cas, tenait un compte insuffisant des différentes nuances de la fatigue humaine. On le vit s'indigner que le manœuvre trouvât le loisir d'aller au cinéma, tout comme le patron ! L'esprit des classes ouvrières, que leur longue

LES CLASSES MOYENNES SONT TOUJOURS PRISES ENTRE DEUX PÔLES : LE MONDE BOURGEOIS, AUQUEL ELLES N'ACCÈDENT PAS, ET LE MONDE OUVRIER, DONT ELLES SE RAPPROCHENT PAR LA CONDITION QUAND TOUT VA MAL.



insécurité avait accoutumées à vivre sans beaucoup de souci du lendemain, heurtait son respect inné de l'épargne. Dans ces foules au poing levé, exigeantes, un peu hargneuses et dont la violence traduisait une grande candeur, les plus charitables gémissaient de chercher désormais en vain le "bon pauvre" déférent des romans de Mme de Ségur » [ibid.].

Le Front populaire concentre alors sur lui les aigreurs de ce ressentiment bourgeois : « Parce que la bourgeoisie était ainsi anxieuse et mécontente, elle était aussi aigrie. Ce peuple dont elle sortait et avec lequel, en y regardant de plus près, elle se fût senti plus d'une affinité profonde, trop déshabituée, d'ailleurs, de tout effort d'analyse humaine pour chercher à le comprendre, elle préféra le condamner. On saurait difficilement exagérer l'émoi que, dans les rangs des classes aisées, même parmi les hommes en apparence les plus libres d'esprit, provoqua, en 1936, l'avènement du Front populaire. Quiconque avait quatre sous crut sentir passer le vent du désastre et l'épouvante des ménagères dépassa, s'il était possible, celle de leurs époux » [Bloch, 1946, p. 103].

Les classes moyennes dans la société salariale

Maurice Halbwachs avait toutefois noté la résilience des classes moyennes et leur formidable capacité à se réinventer sans cesse. C'est ce que montrent encore une fois les années d'après-guerre et la période de très forte croissance qui s'amorce au seuil des années 1950.

Le fait le plus marquant de cette période, c'est la généralisation progressive du salariat et le rapide repli des indépendants. Selon des estimations en partie fragiles mais concordantes avec des observations plus générales, ceux-ci représentaient 42 % de la population active en 1906 et 37 % en 1931. En dépit de ce premier recul, les « anciennes classes moyennes » sont encore majoritaires à la veille de la guerre et peuvent répondre aux appels d'une « démocratie de petits propriétaires » inquiets à la fois du développement d'un capitalisme dont la tendance à la concentration menace la petite entreprise, et de la pression du socialisme, dont les aspirations égalitaires menacent la propriété privée et la rente. Dans les décennies d'après-guerre, cette situation se retourne : les classes moyennes indépendantes connaissent un véritable effondrement et ne représentent plus que 15 % de la population active en 1975.

De leur côté (selon des estimations encore une fois discutables sur la période la plus éloignée mais dont la tendance générale ne fait pas de doute), les classes moyennes salariées ne pesaient que 7 % de la population active en 1914 et 13 % en 1930. Mais de 1954 à 1975, elles passeront de 19,5 % à 37 %. Les courbes se croisent donc quelque part entre 1950 et 1960, sous la IV^e République. A la « démocratie de petits propriétaires », succède ainsi une « démocratie de salariés » [14].

Faut-il encore parler de « classes moyennes » pour autant ? Sans doute, oui. Et pas seulement en raison d'une simple situation intermédiaire entre les ouvriers et les possédants. Comme le suggère Serge Berstein [1993], c'est une philosophie sociale qui assure le lien, beaucoup plus que des rapports de production, lesquels ont toujours été incapables de situer objectivement les classes moyennes sur l'échiquier social. Cette philosophie repose essentiellement sur deux piliers. Le premier est une formidable aspiration à la promotion sociale qui s'accompagne d'une certaine représentation de la société comme « ensemble fluide » où l'ascension peut passer pour « le résultat du travail, de l'épargne, du mérite, bref comme la récompense de la vertu », écrit

Serge Berstein. Ce désir de promotion passe par l'imitation du mode de vie et des mœurs du groupe juste au-dessus d'elles, considéré comme le modèle. Dans la « démocratie de petits propriétaires » des années 1930, l'imitation de la grande bourgeoisie suppose un « intérieur » (un salon où l'on puisse « recevoir »), un domestique ou une femme de ménage, une maîtresse de maison « femme au foyer », un feutre plutôt qu'une casquette et l'obtention du baccalauréat pour les garçons. Dans les années 1960, le modèle s'est déplacé vers le monde de l'entreprise : c'est le cadre qu'il s'agit désormais d'imiter (vacances, costume trois-pièces, voiture et, si possible, résidence secondaire).

Le second trait de cette philosophie sociale des classes moyennes, c'est la vive conscience de leur vulnérabilité et de la fragilité de leur statut social. La crise des années 1930, comme on l'a vu, en a donné une terrible démonstration. Avant comme

[14] On se cantonne ici au cas français, mais la situation américaine pourrait s'analyser en termes comparables à la même époque. Voir notamment le classique de Charles Wright Mills, *Les Cols blancs* [1966].

SELON SERGE BERSTEIN, LES CLASSES MOYENNES SE RETROUVENT DANS UNE FORMIDABLE ASPIRATION À LA PROMOTION SOCIALE ET DANS UNE VIVE CONSCIENCE DE LEUR VULNÉRABILITÉ ET DE LA FRAGILITÉ DE LEUR STATUT SOCIAL.



après la guerre, les classes moyennes se sentent menacées tout à la fois par le développement du capitalisme et des relations de marché, d'une part, et par le développement du mouvement ouvrier et des idéologies égalitaristes, de l'autre. C'est pourquoi, singulièrement après la guerre, elles en appellent à la protection de l'Etat : ne disposant ni du pouvoir que procure la fortune, ni de l'influence que confère le grand nombre organisé (syndicats, etc.), elles veulent des institutions solides et protectrices. L'Etat devient le bien cardinal d'une moyenne qui n'a pas d'autre ressource politique. Le régime de l'Etat administratif gaulliste ainsi qu'une politique d'augmentation du pouvoir d'achat apportent ici toute satisfaction dans les années 1960. Le développement de la fonction publique, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation, crée par ailleurs une catégorie de fonctionnaires plus nombreuse que jamais, qui mise ses rêves de promotion sur la politique sociale du gouvernement et sur les diplômes et les concours.

**LA RÉVOLTE DE 1968 S’AFFIRME
COMME UN MOUVEMENT COMPOSÉ DE JEUNES
ISSUS DE CLASSES MOYENNES ÉDUQUÉES ;
ELLE ÉCHOUE D’AILLEURS EN GRANDE PARTIE
À S’ATTACHER DURABLEMENT LES SUFFRAGES
DU MOUVEMENT OUVRIER.**

Mais le régime gaulliste vient après d'autres protections construites et généralisées au lendemain de la guerre, et qui procèdent à la fois de l'Etat-providence et de politiques économiques keynésiennes... Consolidant une « *citoyenneté sociale* » (R. Castel) qui assure à chacun un minimum d'indépendance et de capacité à se projeter dans l'avenir, la protection sociale conjure en partie le sentiment de fragilité des classes moyennes en même temps qu'elle garantit une plus grande sécurité dans les couches populaires.

L'un des effets majeurs de ces orientations sera de réduire les inégalités de revenu pour les porter à un niveau historiquement bas au début des années 1970, et de diminuer la part du capital dans le partage de la valeur ajoutée. La large redistribution des importants gains de productivité de ces années de forte croissance permet d'augmenter le pouvoir d'achat et scelle un pacte implicite entre les classes populaires et les classes moyennes : les avantages que celles-ci conquièrent profiteront bientôt à celles-là. La télévision, les appareils électroménagers, la voiture individuelle, les départs en vacances, le pavillon, etc., qui furent d'abord des privilèges de classes

moyennes, seront bientôt accessibles aux couches populaires (en réalité, très inégalement). La démocratisation du collège et du lycée leur ouvrira par ailleurs les portes d'une meilleure formation. Bref, les classes moyennes retrouvent l'aura et le prestige que la Révolution avait rêvés pour elles : classes du juste milieu, facteur d'équilibre, assidues au travail et à l'épargne, championnes de la méritocratie républicaine, moteur de l'histoire, ouvrant la voie du progrès aux couches inférieures... On se reprend à rêver de la « moyennisation » d'une société tempérée et foncièrement hostile aux inégalités.

Les avatars du débat d'idées : les rêves de « moyennisation »

Cependant les années de forte croissance de l'après-guerre sont aussi celles d'un regain de vitalité des idées marxistes dans la sphère intellectuelle et politique. Les soupçons à l'égard du « mythe des classes moyennes » continuent ainsi d'être entretenus chez de nombreux sociologues et politistes français. Maurice Duverger y voit en 1955 la « plus grosse réussite des partis bourgeois ». Celle-ci consiste à donner au capitalisme le « visage sympathique des entreprises familiales ». Un habile procédé pour « lier les classes moyennes salariées aux classes moyennes capitalistes et faire adopter par l'ensemble la défense de l'intérêt des seconds ». Enfin, il attise le désir des ouvriers et plus encore des employés de s'assimiler à ces classes sans que cela prenne un « aspect de trahison », l'expression de « classes moyennes » facilitant l'évolution et entamant sans le dire « la solidarité de la classe ouvrière » [15].

[15] Maurice Duverger (dir.), *Partis politiques et classes sociales en France*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1955, p. 27-28, cité in Berstein [1993].

Maurice Duverger exprime ici un sentiment qui demeurera assez majoritaire chez les intellectuels de gauche français jusqu'aux années 1970, favorisant un discours sur la société qui se situe de plus en plus à contre-courant de ses transformations les plus notables. On veut croire qu'en dépit de ces transformations, le mouvement ouvrier reste le moteur central de l'histoire et que les classes moyennes ne sont que le faux nez de la bourgeoisie ou les idiots utiles du capital.

Il faut attendre la fin des années 1960 pour que s'amorce le tournant idéologique. La révolte de 1968, tout d'abord, s'affirme comme un mouvement composé de jeunes issus de classes moyennes éduquées ; elle échoue d'ailleurs en grande partie à s'attacher durablement les suffrages du mouvement



**POUR BEAUCOUP, LES CONSCIENCES
DE CLASSE ONT DÉSORMAIS VOCATION
À SE DILUER DANS LES RÊVES
DE CONSOMMATION ET DE MÉRITOCRATIE
GÉNÉRALISÉES. LA CLASSE OUVRIÈRE
NE SERA BIENTÔT PLUS QU'UN SOUVENIR.**

ouvrier et se détourne en grande partie, même si c'est à la faveur d'utopies radicales d'une autre nature, des appareils du Parti communiste et de la CGT (à laquelle on préfère alors souvent la CFDT, y compris parmi les trotskistes). Le congrès d'Epinay du Parti socialiste, en 1971, ouvre par ailleurs une nouvelle séquence doctrinale, moins centrée sur le destin du prolétariat et la lutte des classes. Enfin, de nouveaux courants font une percée remarquable dans le champ sociologique, notamment autour de figures comme Henri Mendras ou Alain Touraine. Dès le milieu des années 1960, ce dernier se fait connaître par ses analyses de *La Société post-industrielle* [1969], où il évoque

le destin des « nouvelles classes moyennes salariées » et où il voit un nouveau paradigme : il souligne en particulier la marginalisation du mouvement ouvrier et l'émergence de nouveaux mouvements, à commencer par le mouvement étudiant. Ces mouvements de plus en plus extraprofessionnels (enjeux urbains et locaux, condition féminine, écologie...) et nourris par les nouvelles classes moyennes

salariées sont la traduction d'un monde social où les rapports de production sont supposés avoir perdu leur centralité. Bref, la classe ouvrière a finalement abandonné aux classes moyennes salariées la place d'acteur central de l'histoire.

Dans les années 1980, le sociologue Henri Mendras avance la thèse d'une moyennisation de la société. Dans *La Seconde Révolution française (1965-1984)* [1988], il explique que le modèle de la pyramide ne peut plus rendre compte de la structure sociale. Le déclin de la société paysanne et du monde ouvrier industriel, et l'explosion d'une vaste classe moyenne auraient eu raison de cette hiérarchie. C'est le schéma de la toupie qui évoque le mieux cette nouvelle société : une maigre élite en haut (3 % de la population), un petit monde d'exclus en bas (7 %), et au milieu un énorme « centre » composé aux deux tiers d'un monde populaire hétérogène et, pour un dernier tiers, d'un vaste corps central alimenté notamment par la forte expansion des cadres. C'est dans cette dernière partie que s'observent les mobilités sociales les plus fortes, et c'est elle qui infuserait dans l'ensemble du corps social désormais moins cloisonné les nouveaux modes de vie. Mais, dans cette nouvelle société, les

modèles et les mœurs peuvent circuler plus facilement dans les deux sens.

Pour beaucoup, les consciences de classe ont désormais vocation à se diluer dans les rêves de consommation et de méritocratie généralisées. La classe ouvrière ne sera bientôt plus qu'un souvenir. L'individualisme consumériste dévorera peu à peu ce qui reste des fantasmes gauchistes et le mouvement d'émancipation pourra tranquillement se reverser dans des discours de libération culturelle. Et pourtant, tandis que l'on célèbre les retrouvailles de la république avec le paradis de la moyenne heureuse et hégémonique, tandis que l'on enterre joyeusement et d'un même élan le marxisme et la lutte des classes, les distances de classe se reforment...

La nouvelle crise des classes moyennes

Les inégalités avaient en effet atteint, au milieu des années 1970, un niveau historiquement bas. Jamais le partage de la valeur ajoutée n'avait été aussi favorable au travail. La « société salariale », adossée à des classes moyennes nombreuses et confiantes et à un Etat puissant, vivait ses plus beaux jours. Cet équilibre s'est renversé au tournant des années 1980, et pas seulement en France, rouvrant progressivement la boîte de Pandore du malaise des classes moyennes.

Le premier signe de ce retournement de tendance fut la découverte de comportements électoraux de rejet du système en lieu et place d'une démocratie apaisée et recentrée. Alors que l'épuisement de l'idée de révolution devait enfin laisser place à une « république du centre », l'abstention et le néo-nationalisme du Front national, largement alimentés par le vote ouvrier et les couches populaires, rappelèrent les élites à la réalité des clivages, des impatiences et des frustrations sociales. Par la même occasion, on redécouvrait un peu naïvement l'existence d'un monde ouvrier durement frappé par la désindustrialisation et peu disposé à porter crédit aux perspectives d'une moyennisation généralisée des destins sociaux.

Plus largement, c'est la philosophie sociale des classes moyennes qui commence à être entamée dans les années 1980-1990. Paradoxalement, alors même que l'on tire les bénéfices de la démocratisation scolaire, les doutes se font plus pressants sur la rétribution des efforts d'éducation et de formation consentis



par les jeunes générations. La montée du chômage, qui ne descendra plus en dessous de 8 % de la population active et qui restera l'un des plus élevés d'Europe pour les plus jeunes, complique les parcours d'insertion des enfants des classes moyennes, celles-là même qui ont le plus investi dans les études. Au seuil des années 2000, l'idée que les diplômés sont en train de perdre de leur valeur déstabilise l'imaginaire du progrès social propre aux classes moyennes françaises : une combinaison d'égalité méritocratique et de culte des places et des statuts.

La peur du déclassement qui se répand dans ces catégories traduit un ralentissement relatif mais effectif de la fluidité sociale ^[16], mais aussi les crispations d'une société de classement : l'angoisse des classes moyennes est aussi de ne plus trouver les ressources suffisantes pour se mettre à distance des classes populaires, pour faire valoir leur différence ou leur supériorité. Elles n'auront pas ménagé leurs efforts ces dernières décennies pour fuir les quartiers populaires et les zones d'habitat social. De plus en plus sourdes aux appels à la mixité sociale, elles auront été des agents actifs de la ségrégation territoriale ^[17]. Elles auront notamment sans cesse alimenté les stratégies résidentielles pour placer leurs enfants dans les meilleures écoles. Et cependant elles semblent redouter de ne plus pouvoir ne serait-ce que se reproduire à l'identique. Comme par le passé, elles pourraient bientôt épouser de concert la haine du marché et la méfiance à l'égard des classes populaires, les demandes de protection par l'État et le procès de ceux qui abusent de ses subsides. Le populisme n'est pas toujours le fait du petit peuple...

Et comme un spectre ne revient jamais seul, c'est la fatalité des rapports de production que l'on retrouve enfin. Le capitalisme contemporain est transformé par les nouvelles technologies, qui suppriment d'abord des emplois dans les étages intermédiaires du système productif. Dans l'entreprise, les petits cadres et les professions intermédiaires sont directement menacés. C'est notamment la thèse soutenue par Jean-Marc Vittori [2009] : sous la pression des technologies de l'information et de la communication (TIC), la société va prendre la forme d'un sablier, creusée et évidée en son centre et formidablement élargie à sa base. Cet « effet sablier » est la conséquence d'une désintermédiation généralisée. Où l'on disait « machine », il faut dire simplement « technologies » ; où l'on disait « concentration

[16] La question du déclassement intergénérationnel et de son intensité a fait couler beaucoup d'encre à la fin des années 2000. Si les travaux de sociologues comme Marie Duru-Bellat (voir notamment *L'Inflation scolaire* [2005]) et Camille Peugny [2009] s'inquiètent du problème, ceux d'économistes comme Eric Maurin (voir notamment *La Nouvelle Question scolaire* [2007] et *La Peur du déclassement* [2009]) en nuancent beaucoup la portée.

[17] Voir les débats autour du livre d'Eric Maurin *Le Ghetto français* [2005].

de l'industrie », on dit désormais « financiarisation de l'économie ». Mais le phénomène de fond est le même et il conduit à mettre face à face, au bout du compte, deux grandes catégories : les riches et les pauvres. Bref, le nouveau capitalisme rétrécit l'espace de subsistance des classes moyennes.

Il n'en faut pas davantage pour que repoussent, à l'endroit même d'où elles avaient été péniblement déracinées, les hypothèses marxistes sur une disparition prochaine des classes moyennes directement liée aux transformations du capitalisme. Pour s'expliquer l'angoisse contemporaine des classes moyennes, une sociologie aux relents parfois conservateurs ou compassionnels se double d'une redécouverte un peu naïve des rapports de production.

Il est toutefois délicat d'affirmer de manière aussi tranchée que la position relative des classes moyennes dans la stratification sociale se dégrade. De même, il n'est pas sûr que l'angoisse du déclassement intergénérationnel se concrétise dans les faits. Sur ce point, il y a débat : si la mobilité sociale ralentit, elle demeure plutôt ascendante. Le problème est que les jeunes doivent attendre plus longtemps et affronter des parcours d'insertion plus longs, plus chaotiques et plus pénibles.

Par ailleurs, donner à nouveau la priorité aux rapports de production tels qu'on les observe aujourd'hui, c'est éluder une partie de la question. D'une part, il n'est pas certain que le capitalisme ne produira pas de nouvelles places intermédiaires. Sa nécessaire conversion écologique pourrait y conduire plus rapidement qu'on ne le pense. D'autre part, l'excès de matérialisme dans cette approche fait oublier la dimension politique du problème. Jusqu'à nouvel ordre, aucune majorité ne peut prendre le pouvoir sans le soutien d'une partie des classes moyennes. Comment répondre à leurs angoisses ? Ce sera certainement l'une des grandes questions des années qui viennent. Et il n'est pas impossible qu'elle se fixe dans un avenir prochain sur l'enjeu fiscal, surtout compte tenu des difficultés budgétaires que rencontre aujourd'hui l'Etat. Un scénario dans lequel une grande partie des classes moyennes, grosses contributrices aux recettes publiques, apporteraient leur soutien au refus d'une augmentation de la pression fiscale, quitte à cautionner d'importantes coupes dans les dépenses publiques et sociales au détriment des classes populaires, n'est pas du tout à exclure.



Conclusion

La thématique du dépérissement des classes moyennes souffre depuis deux cents ans d'un grand flou sociologique. Il est toujours aussi difficile de décrire précisément le monde que l'on redoute de voir disparaître. L'impressionnisme de la description sociale n'enlève rien cependant à la légitimité des peurs et à la réalité de leurs effets. D'une certaine manière, c'est toujours dans la crainte du dépérissement que les classes moyennes tentent de se donner une existence et une visibilité publiques, de s'affirmer en tant que groupe social singulier ou de se retrouver dans la parole de ceux qui prétendent les représenter dans le débat politique.

Au fond, le thème de leur déclin nommé à la fois une peur et un problème. La peur : une société de confrontation et un scepticisme grandissant sur les voies du progrès collectif. Le problème : le capitalisme contemporain est-il capable de produire de nouvelles places intermédiaires en nombre suffisant pour nourrir une nouvelle classe moyenne, ou bien tend-il désormais

Bibliographie

Alletz, Edouard, 1837,
De la démocratie nouvelle, ou Des mœurs et de la puissance des classes moyennes en France, t. I, Paris, E. Lequien, p. VIII-IX.

Aron, Raymond, 1939,
« Le concept de classe », in *Inventaire III. Les classes moyennes*, Paris, Félix Alcan.

Barnave, Antoine, 1843, Œuvres de Barnave, t. 1, Paris, Jules Chapelle et Guiller.

Berstein, Serge, 1993,
« Les classes moyennes devant l'histoire », *Vingtième siècle*, vol. 37, jan.-mars, p. 3-12.

Bloch, Marc, 1946, L'Étrange Défaite, édition électronique sur le site de l'Uqac : <http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.blm.etr> (1^{re} éd. Paris, Franc-Tireur).

Chauvel, Louis, 2006,
Les Classes moyennes à la dérive, Paris, La République des idées/Seuil.

Delalande, Nicolas, 2011 (à paraître),

Les Batailles de l'impôt. Consentement et résistances de 1780 à nos jours, Paris, Seuil.

Duru-Bellat, Marie, 2005, L'Inflation scolaire, Paris, La République des idées/Seuil.

Grosso, 1989, « Le problème des rapports entre fascisme et classes moyennes dans la réflexion socialiste de l'entre-deux-guerres », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 17, p. 53-62.

Halbwachs, Maurice, 1938,
Esquisse d'une psychologie des classes sociales, Paris, Marcel Rivière et Cie (3^e partie : « Les classes moyennes »).

Halbwachs, Maurice, 1939,
« Les caractéristiques des classes moyennes », in *Inventaire III. Les classes moyennes*, Paris, Félix Alcan.

Leroy-Beaulieu, Paul, 1881,
Essai sur la répartition des richesses et sur la tendance à une moindre inégalité des conditions, Paris, Guillaumin et Cie.

à éviter ce centre sociologique ? Peut-être faut-il d'ailleurs poser la question d'une autre manière : la division internationale du travail conduit-elle inéluctablement à localiser les nouvelles classes moyennes du XXI^e siècle dans les pays émergents ?

Au-delà de ces interrogations, c'est la capacité de la démocratie à vivre en même temps comme un régime politique et comme une forme de société qui est en jeu. C'est-à-dire à faire en sorte que le grand nombre des majorités électorales puisse se retrouver dans une promesse de progrès collectif. C'est encore la question que nous nous posons aujourd'hui. ■

Mannheim, Karl, 2009,
La Pensée conservatrice, Paris,
Editions de la revue Conférence.

Maurin, Eric, 2005, *Le Ghetto français*,
Paris, La République des Idées/Seuil.

Maurin, Eric, 2007,
La Nouvelle Question scolaire, Paris, Seuil.

Maurin, Eric, 2009, *La Peur du déclassement*,
Paris, La République des idées/Seuil.

Mendras, Henri, 1988, *La Seconde Révolution française (1965-1984)*, Paris, Gallimard.

Mills, Charles Wright, 1966, *Les Cols blancs. Essai sur les classes moyennes américaines*,
Paris, Maspero (éd. orig. 1951).

Peugny, Camille, 2009, *Le Déclassement*,
Paris, Grasset.

Rosanvallon, Pierre, 2001, *Le Sacre du citoyen. Histoire du suffrage universel en France*,
rééd. Paris, Gallimard, « Folio » (1^{re} éd. 1992).

Rosanvallon, Pierre, 2004,
Le Modèle politique français, Paris, Seuil.

Schmoller, Gustav, 1897,
« Was verstehen wir unter dem Mittelstande ?
Hat er im 19. Jahrhundert zu oder
abgenommen ? », in *Die Verhandlungen
des Achten Evangelisch-sozialen Kongresses*,
Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht.

**Sick, Klaus-Peter, 1993, « Le concept
de classes moyennes. Notion sociologique
ou slogan politique ? », *Vingtième siècle*,**
vol. 37, janv.-mars, p. 13-33.

Touraine, Alain, 1969, *La Société post-industrielle*, Paris, Denoël, coll. « Médiations ».

Vittori, Jean-Marc, 2009, *L'Effet sablier*,
Paris, Grasset.

Zawadski, Paul, 2002,
« Le ressentiment et l'égalité. Contribution
à une anthropologie philosophique
de la démocratie », in Pierre Ansart (dir.),
Le Ressentiment, Bruxelles, Bruylant.